

# 3.8

## Autres décisions

---

---

### 3.8 AUTRES DÉCISIONS

#### 3.8.1 Dispenses

Décision n° 2019-SACD-1009976

BLOOMBERG TRADEBOOK CANADA COMPANY

161, BAY STREET

SUITE 4300

TORONTO (ON) M5J 2T3

No de client : 2400372787

N° de référence : 1831975483

**Objet : Révocation de la décision n° 2002-C-0314**

Vu la décision n° 2002-C-0314 prononcée le 4 septembre 2002 par la Commission des valeurs mobilières du Québec reconnaissant Bloomberg Tradebook Canada Company (« Bloomberg ») à titre de système de négociation en application de l'article 170.2 de la Loi sur les valeurs mobilières, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »);

Vu la cessation, par Bloomberg, des activités en lien avec l'opération de son système de négociation parallèle le 31 mars 2017;

Vu la demande de Bloomberg déposée auprès de l'Autorité en date du 22 mars 2018 visant à obtenir la révocation de la décision 2002-C-0314;

Vu la radiation volontaire de l'inscription de Bloomberg à titre de courtier en placement le 12 novembre 2018;

Vu le premier alinéa de l'article 35.1 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, RLRQ, c. E-6.1 (« LESF ») et le dernier alinéa de l'article 318 de la LVM;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la LESF;

Vu l'analyse de la Direction de l'encadrement des intermédiaires et la recommandation de la Direction principale des politiques d'encadrement de la distribution à l'effet qu'il n'est pas contraire à l'intérêt public de révoquer la décision 2002 C 0314.

En conséquence, l'Autorité révoque la décision 2002-C-0314.

Fait le 21 février 2019.

Frédéric Pérodeau  
Surintendant de l'assistance aux clientèles  
et de l'encadrement de la distribution

### 3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

### 3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

### 3.8.4 Autres

#### Décisions administratives rendues à l'égard d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome

Selon les articles 115.2 et 146.1 de la *Loi sur la distribution des produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9 (la « Loi ») l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») peut suspendre l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome, l'assortir de restrictions ou de conditions ou lui imposer une sanction administrative pécuniaire pour un montant qui ne peut excéder 5 000 \$ pour chaque contravention lorsque ceux-ci ne respectent pas les dispositions prévues aux articles 81, 82, 83, 103.1, 128, 135 et 136 de la Loi ou ne se conforme pas à une obligation de dépôt de documents prévue à la Loi ou à l'un de ses règlements.

L'Autorité peut également radier l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome lorsqu'il y a contravention aux articles 82 et 128 de la Loi ainsi qu'aux articles 81, 83, 103.1, 135 ou 136 de cette même Loi, lorsqu'il s'agit de récidives dans ces derniers cas.

Le tableau ci-joint contient les décisions administratives rendues par l'Autorité à l'encontre de cabinets, représentants autonomes et sociétés autonomes ayant fait défaut de respecter certaines exigences relatives à leur inscription.

Au moment de cette publication, il est possible que leur situation soit déjà corrigée. Il est également possible de vérifier si un cabinet, représentant autonome ou société autonome est inscrit auprès de l'Autorité en consultant le *Registre des entreprises et individus autorisés à exercer* disponible sur son site Web en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-entreprise-individu-fr-pro.html>

Vous pouvez également vous adresser au Centre d'information de l'Autorité aux coordonnées suivantes :

Québec : 418 525-0337  
Montréal : 514 395-0337  
Autres régions : 1 877 525-0337

Site Web: [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

Manquements	Code
Ne pas avoir maintenu une assurance de responsabilité conforme aux règlements	A
Ne pas avoir complété le maintien annuel de son inscription	B
Ne pas avoir versé les droits annuels prévus aux règlements	C
Ne pas avoir de représentant rattaché	D

Disciplines ou catégories de discipline	Code
Assurance de personnes	1
Assurance collective de personnes	2
Assurance de dommages (Agents)	3
Assurance de dommages (Courtiers)	4
Expertise en règlement de sinistres	5
Planification financière	6
Courtage en épargne collective	7611
Courtage en plans de bourses d'études	7615

La liste ci-dessous indique le numéro de client du cabinet, représentant autonome ou société autonome concerné, son nom, le numéro de la décision rendue par l'Autorité, le manquement reproché, la discipline ou la catégorie de discipline concernée par le manquement, la nature de la décision et la date de la décision.

Numéro de client	Nom de la personne morale	Numéro de décision	Manquements et Disciplines ou catégories de discipline	Nature de la décision	Date de la décision
2000702483	9108-6264 QUÉBEC INC.	2019-CI-1007893	A / 1	Suspension et sanction administrative pécuniaire	2019-02-20
2000860490	ALTITUDE PLUS INC.	2019-CI-1009479	A / 1	Suspension et sanction administrative pécuniaire	2019-02-20
3000737463	9386483 CANADA INC.	2019-CI-1006196	B / 1-2	Suspension	2019-02-20